

LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Du Commerce, de la Finance, de l'Industrie, de la Propriété Foncière et des Assurances

VOL. XV

MONTREAL, VENDREDI 23 NOVEMBRE, 1894

No 12

Lorsque :-

un annonceur dépense son argent en circulaires ou en enseignes, il peut se former une idée à peu près juste du montant de publicité que sa marchandise en retirera, mais lorsqu'il dépense son argent dans des journaux dont le tirage est inconnu, il lui est complètement impossible de calculer quel sera le résultat.

Le Prix Courant..

est le seul de tous les journaux de commerce qui publie le CHIFFRE RÉEL de son tirage.

La semaine dernière, 16 Novembre, nous avons

2233 abonnés réguliers

dont 621 à Québec.

Notre tirage total est égal, si non supérieur, croyons-nous, à celui de n'importe quel autre Journal Commercial Français.

Nous avons à Québec au moins 200 abonnés de plus que n'importe quel autre Journal de Commerce, anglais ou français.

Nos listes d'abonnés, nos livres et bulletins d'abonnements, nos comptes d'impression et de papier sont à la disposition de nos annonceurs actuels et de ceux qui pourraient le devenir—pour appuyer nos prétentions et justifier notre dire.

Ça et là.

A chacun le sien Dans le numéro de lundi du *Monde* nous trouvons reproduit un de nos articles sans indication d'origine ; à côté, l'on peut lire un article d'un confrère qui reçoit dûment crédit pour ce qui lui appartient. Si c'était la première fois que la chose arrive, nous aurions mis cela sur le compte de l'inadvertance; mais cela arrive si souvent que nous sommes tentés de croire à un parti pris. Nous comprenons bien que les nombreuses occupations du confrère peuvent l'empêcher d'écrire lui-même ses articles ; mais, dans ce cas, l'étiquette professionnelle exige que l'on donne crédit. Un autre journal était autrefois atteint de la même maladie; nous l'en avons guéri, au moins partiellement ; il donne maintenant crédit à ses confrères, sauf à nous lorsqu'il reproduit nos articles qu'il coupe dans ses échanges de Paris.

M. Ed. A. Barnard et la Société d'Industrie Laitière La Société d'Industrie Laitière organise, à l'occasion de sa convention annuelle, une démonstration à laquelle nous sommes sûr que bon nombre de nos lecteurs voudront prendre part. Il s'agit d'offrir à M. Ed. A. Barnard, le pionnier de la culture améliorée dans notre province, un cadeau digne du mérite de celui qui en est l'objet. Les membres de la société ont reçu un avis particulier de l'ouverture d'une souscription à cet effet. Ceux qui n'en auraient pas été avisés et qui voudraient y prendre part, pourront envoyer le montant de leur souscription à M. Emile Castel, secrétaire de la société, à St-Hyacinthe. M. Barnard et ses travaux sont trop connus de nos lecteurs pour que nous croyions utile de parler plus longuement ici du sympathique directeur de l'agriculture.

Seulement, comme notre journal paraîtra peut-être un peu tardivement, nous prions les souscripteurs

de se presser, M. Castel devant probablement quitter St-Hyacinthe lundi pour se rendre à la convention.

Les Finances des Etats-Unis Trois mois après la mise en vigueur du nouveau tarif, le trésor des Etats-Unis se trouve obligé d'avoir recours à l'emprunt. Les recettes du revenu sont encore en déficit et les retraits d'or ont mis la réserve du trésor si bas qu'il faut absolument faire appel à l'or étranger et à celui que les banques tiennent en caisse, pour le remettre à son niveau normal. C'est une nouvelle émission de \$50,000,000 qui se prépare.

Faut-il en conclure que la nouvelle législation fiscale des Etats-Unis ne peut pas produire assez pour les besoins du trésor ? Pas nécessairement. Le nouveau tarif n'a pu encore produire tout son effet ; les affaires sont tellement calmes encore que les importations sont loin de donner au gouvernement le revenu sur lequel il est en droit de compter.

Mais quant à ce qui concerne la réserve d'or du trésor, celle qui doit garantir le rachat en monnaie métallique des billets émis par les banques nationales, et qui, forcément, dort oisive dans les caisses du trésor fédéral, la nouvelle législation dont M. Cleveland doit, dit-on, prendre l'initiative, et dont nous avons déjà parlé, en fera probablement disparaître la nécessité. De sorte que, à l'avenir, l'administration fédérale n'aura à se préoccuper que de la rentrée des droits de douane, des droits d'accise et de la taxe sur le revenu. Si cette rentrée la laisse en déficit, lorsque les affaires auront repris leur cours normal, il lui faudra, non plus emprunter, mais se créer de nouvelles ressources.

Une Exposition Universelle à Montréal On vient de lancer dans le public une nouvelle assez étrange. Un syndicat dont on ne connaît qu'un personnage, M. Stiles, ex-commissaire anglais à l'exposition de San Francisco, vient de pas-